



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

AFPA

Question au Gouvernement n° 1296

Texte de la question

AFPA

M. le président. La parole est à M. Alain Bruneel, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Alain Bruneel. Madame la ministre du travail, la semaine dernière, la direction de l'Agence nationale pour la formation professionnelle des adultes, l'AFPA, annonçait la fermeture de 38 de ses 206 sites en France. Les chiffres révélés par la presse sont brutaux : 1 540 emplois supprimés sur les 6 400 CDI, autant d'hommes et de femmes qualifiés rayés d'un coup de stylo.

Ces suppressions d'emploi, additionnées à celles qu'on annonce dans la fonction publique, font de l'État le plus grand licenciement de France.

M. Hubert Wulfranc. Honteux !

M. Alain Bruneel. Dans un contexte de chômage de masse, on pourrait pourtant s'attendre à une mobilisation dynamique de cet outil performant. C'est tout l'inverse : ce sont 3 000 CDI qui ont été supprimés en dix ans, avec une baisse continue des moyens.

Qui veut tuer son chien l'accuse de la rage. Votre méthode est bien rodée : après des réductions budgétaires régulières et un recul de l'investissement public vient l'étape du constat du déséquilibre financier.

Pour ce qui est de la solution, avec vous, elle est toujours la même : c'est la sacro-sainte loi du marché. Il faut tout privatiser. Grande braderie nationale, tout est à vendre !

Hier sur France info, vous expliquiez que « les entreprises ne trouvent pas de compétences » et qu'en France « on cherche dans tous les domaines : des couvreurs, des maçons, des soudeurs, mais également dans la restauration ou l'informatique ».

M. Fabien Di Filippo. Pourtant, il paraît qu'il suffit de traverser la rue !

M. Alain Bruneel. Dans ma région des Hauts-de-France où les chiffres du chômage battent des records, les sites de l'AFPA de Berck et de Boulogne vont fermer leurs portes. C'est la fin des formations dans la restauration dans une localité pourtant touristique.

Ma question est simple : après le logement, la santé, l'énergie, la SNCF et j'en passe, allez-vous livrer la formation professionnelle au marché en laissant mourir le service public ?

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail.

Mme Muriel Pénicaud, *ministre du travail*. Monsieur le député Alain Bruneel, nous avons un but commun : sauver l'AFPA, ce qui suppose au préalable un constat lucide de sa situation.

Le sujet est le suivant : l'AFPA, qui a été créée après-guerre pour former aux compétences nécessaires à la reconstruction, a beaucoup évolué. Depuis plus d'une dizaine d'années elle fait face à des difficultés structurelles. Les pertes cumulées se montent à plus de 700 millions d'euros pour les cinq dernières années et la perte d'exploitation est de l'ordre de 70 millions cette année. Pour l'État, c'est 10 % du chiffre d'affaires qu'il faut combler chaque année, faute de marchés.

Cette situation est due d'abord à la décentralisation. Depuis six ans l'AFPA a perdu 20 % de ses heures de formation, n'étant pas souvent au rendez-vous des coûts et de la qualité, y compris par rapport à d'autres organismes publics. Même s'il y a des choses remarquables à l'AFPA, aujourd'hui elle n'est pas compétitive. Dans certaines régions, comme les Pays-de-Loire, elle a perdu la totalité de ses marchés. Il arrive même que le nombre de formateurs dépasse désormais celui des stagiaires – au Puy-en-Velay par exemple il y a huit stagiaires pour vingt-trois formateurs.

Nous avons décidé de sauver l'AFPA, et j'ai demandé à la direction générale de l'AFPA un plan de redressement ambitieux, qui lui permette de conforter ses missions de service public – comme la formation des 30 000 demandeurs d'emploi les plus vulnérables et de 2 000 réfugiés – et d'être compétitive dans ses autres missions.

La conséquence en est un plan de suppression de 1 500 postes, dont 600 à la suite de départs à la retraite. Six cents postes seront créés par reconversion. Nous avons les moyens de proposer un plan de départs volontaires et de reconversions qui permettra aux salariés d'avoir un avenir dans une structure viable.

Si nous ne faisons rien, nous allons dans le mur et un jour l'AFPA sera en faillite. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM.*)

Données clés

Auteur : [M. Alain Bruneel](#)

Circonscription : Nord (16^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1296

Rubrique : Formation professionnelle et apprentissage

Ministère interrogé : Travail

Ministère attributaire : Travail

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [25 octobre 2018](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [25 octobre 2018](#)